

Nonante-cinq députés et deux ministres s'en vont

Le Parlement fédéral tenait jeudi sa dernière séance. Place aux élections, où près d'un député sortant sur cinq ne se présente pas.

BERNARD DEMONTY

Ce jeudi, le Parlement fédéral tenait sa dernière séance. Dans les jours qui viennent, les autres assemblées du pays vont également clôturer leurs travaux. Et certains députés diront au revoir une dernière fois à leur

hémicycle après des carrières parfois longues et médiatisées. Au total, ce sont 95 députés qui partiront, tous parlements confondus, car ils ne sont plus candidats aux élections du 26 mai. L'air de rien, c'est quand même un député sur cinq qui file. Il faut même y ajouter deux ministres, Didier Gosuin (Bruxelles-Capitale) et Philippe De Backer (fédéral), qui ne sont pas candidats.

Au Parlement fédéral, des personnalités comme Laurette Onkelinx (nos éditions de mercredi), Francis Delpérée ou Eric Van Rompuy s'en vont voguer sous d'autres latitudes. A Bruxelles, c'est Charles Picqué, Joëlle Milquet ou encore Didier Gosuin. Au parlement fla-

mand, citons Herman De Croo et Jan Peumans, qui seront certes présents sur les listes mais n'occuperont pas de place éligible.

C'est au parlement bruxellois que les départs sont les plus nombreux et où, dès lors, on peut s'attendre au plus grand renouvellement. Dans la Région-Capitale, le taux de départ est de 35 %. Arrive ensuite le parlement wallon, avec 21 %, mais pas de personnalité très connue du grand public. A la Chambre, ils sont 16 % à prendre une nouvelle direction. Restent deux parlements où le taux de renouvellement est le plus faible : le parlement flamand (14 %) et les députés belges du Parlement européen (14 %).

HUMEUR

DAVID COPPI

Le Parlement, pourvu que ça dure

Pour la dernière séance plénière de la législature jeudi à la Chambre, on a eu droit à une cinquantaine de votes sur autant de sujets (qui avaient été évoqués en commissions avant cela), des pensions des indépendants à la TVA pour la stérilisation des chats en passant par l'accord interprofessionnel, l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Otan, les dotations aux partis, l'interdiction de la vente de tabac aux mineurs d'âge... L'éventail ne fait pas l'air, la diversité n'est pas forcément un gage de richesse, mais

enfin, l'institution parlementaire est assez décriée un peu partout pour que l'on salue ici au passage le travail accompli jusqu'au dernier jour. Positons, donc.

D'autant plus que le Parlement fédéral devant nous est un objet précieux et fragile, et cela doublement.

D'une part, parce qu'il est « fédéral » au pays des confédéralistes-séparatistes et des forces communautaires centrifuges – peut-être ses jours sont-ils comptés, nous verrons après le 26 mai.

D'autre part, parce que c'est un « parlement » à l'époque où la démocratie libérale se fait illibérale dans pas mal de pays européens – passons sur le reste du monde. Pensez à la Hongrie, à la Pologne, à l'Ukraine ou à l'Italie, partout où l'autocratie avance, à visage découvert, ou avec le concours des « ingénieurs du

chaos », selon l'expression de Giuliano da Empoli (interviewé récemment dans *Le Soir*) pour désigner la com' destructrice des mouvements pseudo « citoyens » tels le Cinq Etoiles.

L'on voit bien pourtant que, moyennant l'introduction d'une dose de démocratie directe, moyennant encore l'affirmation de fermes règles de gouvernance, dont la régulation des rémunérations, moyennant toujours le renouvellement du parterre d'élus d'une législature à l'autre (autant de conditions à remplir pour éviter la panne sèche qui menace), le régime parlementaire reste le moins mauvais des systèmes, autant dire le meilleur, pour autant que l'on veuille organiser le débat entre les forces politiques en compétition et répercuter gérer les conflits d'intérêts et de classes qui traversent la société.

Dix départs emblématiques

Laurette Onkelinx (PS)

Longtemps vice-Première et ministre des Affaires sociales (au sein des gouvernements Verhofstadt, Letermé, Di Rupo), présidente de la Fédération socialiste bruxelloise, Laurette Onkelinx, 60 ans, n'est pas candidate le 26 mai, elle met un terme à sa carrière politique.



Francis Delpérée (CDH)

Professeur émérite de droit constitutionnel à l'UCLouvain, député fédéral depuis 2014, expert pour son parti dans les négociations ayant trait à la réforme de l'Etat, Francis Delpérée s'efface lui aussi, à 77 ans, « déçu par les positions de son parti en matière de terrorisme ».



Eric Van Rompuy (CD&V)

Député CD&V, président de la commission des Finances de la Chambre, Eric Van Rompuy, 69 ans, figure chrétienne-démocrate flamande, ne se présente pas aux élections le 26 mai, il quitte la vie politique active.



Marcel Cheron (Ecolo)

Député fédéral Ecolo, longtemps chef de groupe à la Fédération Wallonie-Bruxelles, historien de formation, expert dans les matières institutionnelles, négociateur des réformes de l'Etat pour les verts, Marcel Cheron, 61 ans, quitte la vie politique active.



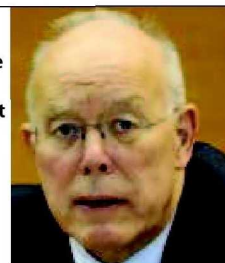
Hendrik Vuye (indépendant)

Ex-N-VA, Hendrik Vuye siégeait comme indépendant au Parlement fédéral depuis qu'il avait quitté le parti nationaliste flamand (jugé pas assez « nationaliste ») en 2016. A 57 ans, professeur de droit constitutionnel à l'université de Namur, il quitte la vie politique.



Charles Picqué (PS)

A 70 ans, l'emblématique ancien ministre-président de la Région bruxelloise (à quatre reprises entre 1989 et 2013), président du parlement bruxellois dans la législature qui s'achève, figure socialiste, dételle lui aussi.



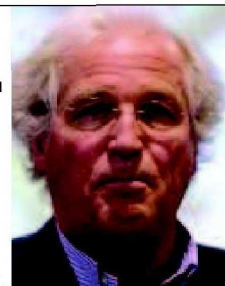
Joëlle Milquet (CDH)

Et donc, Joëlle Milquet ne sera pas candidate le 26 mai. Un choix inattendu, puisqu'annoncé la veille de la date limite de dépôt des listes, où elle devait se trouver en tête de liste fédérale à Bruxelles. Mais la prudence s'impose avant de conclure à l'arrêt définitif de sa carrière politique en tant qu'élue...



Didier Gosuin (Défi)

Bourgmaster d'Auderghem, Didier Gosuin, ministre de l'Emploi et de l'Economie du gouvernement bruxellois sortant, n'est pas candidat aux élections du 26 mai. A 66 ans, il quitte la scène parlementaire après avoir marqué la vie politique bruxelloise et fédérale en militant au FDF devenu Défi.



Jan Peumans (N-VA)

Jan Peumans ne fait pas partie des 95 départs car il poussera une liste, mais il ne sera pas élu. C'est une figure emblématique de Flandre qui prend sa retraite. Président du parlement flamand, l'homme se distingue par des prises de position pas toujours en phase avec celles de son parti.



Herman De Croo (Open-VLD)

C'est une véritable institution que l'on ne verra plus dans un hémicycle. Herman De Croo, qui siégeait au parlement flamand depuis 2014, ne se présente pas à une place éligible. Député depuis 1968, il fut notamment un président de chambre emblématique.

